

**COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE**



# **LE SEPARATISME MUSULMAN AUX PHILIPPINES**

**Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Sébastien GOURTAY  
dans le cadre du séminaire « Géopolitique et religions »**

**Directeur : Monsieur Aymeric CHAUPRADE**

**Mars 2003**

# **Le séparatisme musulman aux Philippines**

## **SOMMAIRE**

### INTRODUCTION

#### PREMIERE PARTIE : APERCU HISTORIQUE ET SITUATION

- Jusqu'à la fin de la période espagnole
- De la période américaine à l'indépendance
- Une période de stabilité jusqu'au gouvernement Marcos
- La rébellion Moro depuis les années 1970

#### DEUXIEME PARTIE : LES DIFFERENTES ANALYSES DU CONFLIT

- L'approche politico-économique
- L'approche Ethno-religieuse
- Les facteurs aggravants

#### TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES

- Une solution politique : l'Etat fédéral
- Un conflit endémique à l'issue incertaine

### CONCLUSION

## INTRODUCTION

Lorsque l'expédition financée par la couronne d'Espagne du marin portugais Fernão de Magalhães Magellan atteint les Philippines en 1521, il convainc le roi Cebu d'accepter le baptême. Mais l'un de ses vassaux se révolte, Magellan est tué au combat et le roi chasse les intrus. Une autre expédition conquiert l'archipel en 1564-1565. Bien que l'expédition espagnole ait atteint les Philippines au-delà de la zone islamisée à l'époque, les musulmans du sud des Philippines ont une interprétation différente de l'histoire. Selon eux le commandant de la flotte espagnole, en arrivant sur l'île de Luçon, rendit hommage au sultan qui régnait à Manille puis, sa méfiance étant endormie, les Espagnols prirent le contrôle de l'archipel. Si les Espagnols n'étaient pas arrivés à ce moment là aux Philippines, le pays serait aujourd'hui, comme l'Indonésie ou la Malaisie, presque totalement musulman.

La population des Philippines compte moins de 10% de musulmans, sunnites de type chaféite<sup>1</sup>, essentiellement regroupés dans les provinces du sud, le reste étant chrétien avec une forte domination catholique. Ces musulmans, les Moros, sont en rébellion avec le pouvoir central de Manille depuis la colonisation espagnole. Leurs revendications ont pris une tournure plus violente depuis le début des années 1970 avec une véritable lutte armée qui, en dépit d'accords de paix avec le gouvernement, n'a cessé de croître en intensité et en violence.

La prise d'otages occidentaux dans l'île de Jolo en 2000 a donné une illustration particulièrement médiatisée du caractère radical des revendications politico-religieuses tout autant que de la brutalité des méthodes et de la détermination des exécutants.

Des divergences existent cependant entre les différents mouvements politiques Moros et les groupes armés qui leurs sont associés. C'est sans doute un des signes les plus visibles de la complexité de ce conflit dont l'origine ne peut, en dépit des apparences, être réduite à la seule dimension religieuse.

Précisément parce que les causes sont multiples ce conflit ne trouve pas de solution malgré des négociations avec le gouvernement et l'entremise de médiateurs. Le contexte international n'est pas propice au règlement. Au contraire, la bannière de

---

<sup>1</sup> Entre 5% et 8% selon les estimations ; le chaféisme est une école juridique du début du IXème siècle qui introduit le raisonnement logique dans l'étude des textes et défend l'équilibre entre le Coran et la Sunna. C'est aujourd'hui la branche dominante de tout l'islam de l'Asie du Sud-Est.

l'islam, portée par le regain d'intérêt qu'elle suscite à travers le monde, est ici aussi hissée pour rassembler la communauté Moro dans une lutte qu'elle exacerbe.

Une issue politique existe mais elle passe par un changement de régime du pays et les conditions pour qu'elle aboutisse ne sont pas encore réunies. Dès lors ce conflit endémique, enraciné par des rancœurs et des haines multiséculaires et pollué par des facteurs aggravants, risque de durer encore de longues années même si l'actualité internationale allait dans le sens de l'apaisement d'un point de vue religieux.

Une étude historique de la rébellion Moro est indispensable pour en appréhender les origines et en percevoir la complexité. Sur ces éléments, deux analyses seront conduites, une approche politico-économique et une ethno-religieuse, sans omettre de développer quelques facteurs aggravants. Quelques perspectives seront ensuite abordées avec l'espoir qui réside dans une solution politique, malheureusement assombri par les caractéristiques mêmes de ce conflit et son environnement.

## PREMIERE PARTIE : APERCU HISTORIQUE ET SITUATION

### 1.1. JUSQU'A LA FIN DE LA PERIODE ESPAGNOLE

#### 1.1.1. L'expansion musulmane

Apparu entre la fin du VI<sup>ème</sup> et le début du VII<sup>ème</sup> siècle sur le territoire de l'actuelle Arabie Saoudite, l'islam s'est rapidement étendu dans toute la péninsule arabique, laquelle était en majorité sous domination perse et byzantine. Il s'y est imposé durablement comme religion dominante grâce à des victoires remportées sur l'empire perse.

En dépit des premiers schismes et de la période de transition entre les Omeyyades et les Abbassides, l'islam, grâce à l'influence déterminante des émissaires du prophète, se répand par voie terrestre jusqu'aux rives de l'Atlantique à l'ouest et à la péninsule indienne à l'est entre le VII<sup>ème</sup> et le VIII<sup>ème</sup> siècle.

La seconde période d'expansion intervient au cours des XIII<sup>ème</sup>, XIV<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècles, par voie maritime dans l'ensemble insulaire des Indes Orientales et de l'archipel indonésien. Cette expansion est la conséquence du développement du commerce du bois et des épices dans ces îles. Les marins et pirates islamisés venus des îles de la Sonde se sont établis jusque dans la partie méridionale d'un archipel très morcelé situé entre Bornéo et Mindanao.

Cette islamisation s'accompagne d'un morcellement politique de l'archipel en sultanats indépendants dont celui des Sulu est un des plus puissants.

Le sud de Mindanao constitue la limite septentrionale d'expansion de l'islam dans la mer de Chine méridionale.

Le reste des îles de l'archipel (Luçon, Mindoro, Panay, Negros, Cebu Samar et Leyte) n'est pas touché et conserve les groupes ethno-linguistiques d'origine, dont les plus nombreux sont les Tatalog et les Cebuano.

#### 1.1.2. La conquête espagnole

Dans la lutte entre Portugais et Espagnols au sujet du commerce des épices, un conflit survient à propos de l'interprétation du traité de Tordesillas (1494) par lequel ils se partageaient le monde dans l'Atlantique mais n'avaient pas envisagé leur rivalité de

l'autre côté de la terre. De fait, alors que les Portugais sont déjà aux Moluques, l'expédition de Magellan atteint l'archipel de Luçon et Mindanao en 1521. En dépit du traité de Saragosse (1529), les Espagnols envoient une seconde (1542) puis une troisième expédition qui, en 1564-1565 conquiert cet archipel auquel ils donnent le nom de Philippines en hommage au fil de Charles Quint et futur roi Philippe II.

La conquête a lieu de manière relativement calme et pacifique sur la majeure partie du territoire. En effet l'objectif principal des autorités espagnoles est, à défaut d'une production locale d'épices suffisante, la christianisation tout en évitant les erreurs commises lors de celle de l'Amérique. L'Eglise catholique sait s'accommoder des croyances traditionnelles et, en même temps qu'elle exerce une forte pression sur les paysans, les ordres religieux deviennent de grands propriétaires terriens.

En revanche dans le sud de l'archipel les Espagnols se heurtent à une farouche résistance des musulmans. Comme les souvenirs de la Reconquista de l'Espagne étaient encore frais, les conquistadores donnent aux musulmans le nom de Maures, devenu « Moros ». Ils ne parviennent à les faire rentrer dans le rang ni par la force ni par la négociation. Les traités passés avec les sultans de Sulu (Palawan, Basilan et Jolo) ne sont d'ailleurs pas respectés et les Moros lancent des raids contre d'autres îles. La résistance et l'insoumission des Moros sont d'autant plus fortes qu'ils ont encore la foi du converti de fraîche date.

Le développement de l'archipel philippin a alors lieu de façon parallèle dans la majeure partie du territoire, sous domination espagnole, et dans la partie tenue par les sultans.

### 1.1.3. Le sud en dissidence

Les sultanats musulmans sont cantonnés dans le sud de l'île de Mindanao et dans les îles de Palawan, Jolo, Basilan et Tawi-Tawi. Les Musulmans philippins se divisent en 13 ethnies. Les trois principales sont les Magindanao, les Maranao et les Tausug et les dix suivantes sont numériquement moins importantes, il s'agit des Badjao, Sama, Iranum, Yakan, Bangingi Sama, Kalagan, Jama Mapun, Kalibugan, Sangil et Molbog. Ce sont essentiellement des pêcheurs – occasionnellement pirates, contrebandiers ou trafiquants avec l'île musulmane voisine de Bornéo - et des agriculteurs pratiquant la culture du riz et de la noix de coco. Ils continuent leur révolte face aux Espagnols, ponctuée de massacres d'un côté, d'actes de piraterie et

d'expéditions de pillage de l'autre, jusqu'en 1851 où le sultanat des Sulu reconnaît la suzeraineté espagnole.

#### 1.1.4. Le Nord espagnol

Dans la partie colonisée des Philippines, faute d'épices un courant commercial s'instaure entre d'un côté les produits chinois et de l'autre le débouché mexicain. A la faveur de ce commerce, une communauté chinoise importante s'installe à Manille. Entre Manille et Acapulco les Espagnols pratiquent dès la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle un « commerce du galion » fondé sur un monopole d'Etat. Ce lien entre les Philippines et l'Amérique est une différence majeure entre cette possession espagnole et le reste de l'Insulinde qui entretient des relations directes avec l'Europe.

Avant l'arrivée des Espagnols, la communauté traditionnelle de base était le barangay (ceux du même bateau) qui cultivait les terres en commun sous l'autorité d'un chef. Les colons introduisant la propriété privée, les chefs deviennent propriétaires et les paysans se retrouvent sous la coupe à la fois de leurs propres chefs et du clergé. En ville se concentre à Manille le pouvoir central espagnol composé essentiellement d'une autorité militaire préoccupée par la lutte contre les Moros et d'un archevêque souvent plus écouté à Madrid que localement. L'élite espagnole se trouve intra-muros alors que philippins et commerçants chinois sont à l'extérieur, ce qui provoque de temps à autres quelques troubles et massacres.

La situation reste inchangée et stable jusqu'au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle où des révoltes commencent à éclater contre l'autorité des ordres religieux. Puis les Anglais occupent Manille pendant les deux dernières années de la guerre de sept ans. Cela fissure l'autorité espagnole et donne lieu à des révoltes à caractère politique dont s'inspireront plus tard les nationalistes. L'abolition du « monopole du galion » en 1815, l'ouverture au commerce international en 1834, le courant libéral qui accède au pouvoir à Madrid en 1850 puis la révolution espagnole de 1868 donnent des espoirs de libéralisation et de développement qui sont contrariés dès 1871 par un gouverneur général réactionnaire.

Le courant réformiste est en marche. Des philippins en exil, des partisans de la lutte armée, une insurrection menée par José Rizal dont l'exécution en fera un héros national conduisent à la proclamation d'une république par des révolutionnaires qui élisent à sa tête Emilio Aguinaldo en 1897. Il cesse presque aussitôt le combat et s'exile à Hong Kong.

## 1.2. DE LA PERIODE AMERICAINE A L'INDEPENDANCE

En avril 1898 la guerre éclate entre l'Espagne et les Etats Unis à propos de la colonie espagnole de Cuba. Aguinaldo en profite pour revenir de Hong Kong avec la complicité américaine, reprend la lutte et proclame l'indépendance des Philippines en juin 1898 sous le nom de république de Malolos.

### 1.2.1. La tutelle américaine sur les Philippines

Les Américains l'ayant emporté sur les Espagnols en août, le traité de paix signé à Paris octroie le territoire des Philippines aux Etats Unis. Ce territoire a une position stratégique intéressante au moment où Britanniques, Russes, Japonais, Allemands, Français s'intéressent à la région. Washington liquide donc la jeune république, annexe militairement le pays et s'engage dans une répression de plus en plus dure face à un mouvement de résistance acharné qui comprend d'autant moins qu'il avait bénéficié de la complicité américaine pour arriver au pouvoir. La rébellion aurait provoqué un demi-million de morts.

A partir de 1902, face à l'hostilité et l'âpreté des populations locales, l'administration américaine décrète une amnistie générale et engage de multiples réformes qui visent à mettre un terme au système colonial espagnol et à introduire la démocratie sans pour autant remettre en cause la hiérarchie sociale en place. Une première assemblée est élue en 1907 et en 1916 le Philippine Autonomy Act dote les Philippines d'institutions calquées sur celles des Etats Unis. L'administration est progressivement versée aux philippins alors que les Américains conservent les compétences en matière d'affaires étrangères, de douane et de monnaie.

Le pouvoir est aux mains des nationalistes dans un système qui reste assez oligarchique dominé par les grands propriétaires terriens. Le tagalog est institué comme base de la langue nationale. L'œuvre d'éducation débutée par les Espagnols est largement poursuivie au point qu'avant la seconde guerre mondiale, les Philippines sont le pays d'Asie comportant, après le Japon, le plus faible taux d'illettrisme.

C'est donc un pays sous tutelle américaine mais largement autonome qui est envahi par les Japonais qui débarquent à Luçon en décembre 1941, trois jours après l'attaque de Pearl Harbor.

### 1.2.2. Le sud administré séparément

Le peuple Moro reste farouchement attaché à son identité culturelle et religieuse. Il profite de la prise de contrôle du pays par les Américains pour se rebeller une nouvelle fois. Les affrontements sont violents, en particulier à Jolo, lors des combats de Bud Daho en 1906 et de Bud Bagsak en 1913. Fidèles à leur politique de non-ingérence en matière de religion et de coutume et pour réduire la tension, les Américains décident d'administrer séparément du reste du pays le sud musulman. Ils optent pour une politique éducative d'assimilation qui se heurte à l'opposition des enseignants religieux qui y voient une menace pour leur autorité.

En dehors de ces aspects culturels et religieux qui restent un point d'achoppement durable avec l'administration de Manille, la réforme qui a des conséquences à long terme moins visibles mais sans doute aussi importantes est la réforme foncière introduite à partir de 1910. Le droit coutumier Moro stipulait auparavant que la terre était un domaine collectif dont l'usufruit était cédé à celui qui la cultivait par le datu<sup>2</sup>. Certains datos, en particulier dans l'île de Jolo, sont devenus à cette occasion de grands propriétaires terriens après avoir déclaré propriété personnelle toutes les terres de leur clan.

La rancœur des Moros vis à vis de l'administration et du reste des Philippines vient aussi, outre le fait d'être administré séparément mais avec moins d'autonomie que n'en a le reste du pays, de ce que l'établissement de nombreux chrétiens à Mindanao a été encouragé. Ces derniers, de concert avec de grands propriétaires terriens d'autres régions et des compagnies américaines, se sont partagés de larges zones de l'île naguère cultivées par et au profit des Moros.

### 1.2.3. L'occupation japonaise

Les Japonais instaurent un parti unique en 1942 et les Philippines deviennent en octobre 1943 une république indépendante alliée du Japon.

L'armée populaire antijaponaise, dirigée par un communiste, est à partir de 1942 la plus importante organisation de résistance, mais elle s'attaque davantage aux grands propriétaires terriens, lesquels s'accommodent bien du nouveau régime. La résistance se transforme progressivement en guerre civile.

---

<sup>2</sup> Chef de clan

Lorsque Manille tombe en février 1945 après le débarquement des forces américaines à Leyte en octobre 1944, le gouvernement philippin légitime d'avant guerre revient au pouvoir et s'allie avec les forces issues de la résistance pour tenter d'établir un régime démocratique.

### 1.3. UNE PERIODE DE STABILITE JUSQU'AU GOUVERNEMENT MARCOS

#### 1.3.1. La constitution du nouvel Etat philippin

Après quelques manœuvres politiques pour écarter la gauche du gouvernement qui se constitue, les Américains confirment que les Philippines accèderont à l'indépendance en juillet 1946 et promettent une aide financière considérable.

Au moment de l'indépendance, quelques dirigeants Moro signent un mémorandum pour demander la non-inclusion de leur région dans le nouvel Etat. Cette demande reste vaine car les musulmans ne représentent que 5% de la population du pays et la partie sud seulement un tiers du territoire philippin.

C'est le début pour les Philippines d'une vie politique relativement stable et démocratique avec une présidence alternant libéraux et nationalistes jusqu'en 1972. Se succèdent ainsi les libéraux Manuel Roxas (1946-1948) et Elpidio Quirino (1948-1953), les nationalistes Ramon Magsaysay (1953-1957) et Carlos Garcia (1957-1961), le libéral Diosdado Macapagal (1957-1965) et enfin le nationaliste Ferdinand Marcos à partir de 1965. Les deux partis ne se différencient guère sur le fond, dans un contexte de corruption où l'exercice du pouvoir permet de réaliser de gros profits en détournant les fonds publics, à commencer par ceux de l'aide américaine.

La constitution du nouvel Etat indépendant des Philippines contient un des facteurs supplémentaires qui creusent le fossé entre les communautés religieuses et exacerbent l'acrimonie des Moros. Ils se sentent en effet dès l'origine rejetés par ceux qui ont contribué à la construction de l'Etat Philippin dont l'identité se fonde sur les valeurs chrétiennes majoritaires et qui relèguent les autres populations à la périphérie du monde politique et économique.

### 1.3.2. La lutte contre le pouvoir en place

Le pouvoir corrompu en place est, dès l'indépendance, combattu par les Huks<sup>3</sup>. Une aide militaire américaine est apportée pour la lutte contre les Huks soupçonnés à tort de collusion avec les communistes. C'est le futur président Magsaysay, alors ministre de la défense qui résout la question en 1950 en détournant les guérilleros de la lutte par une offre d'amnistie et l'octroi de terres. Les Moros, qui sont aussi en lutte contre le pouvoir de Manille quoique moins ouvertement à cette période, constatent une différence de traitement manifeste avec celui dont ils sont l'objet et y voient un signe supplémentaire de l'exclusion dont ils sont victimes.

### 1.3.3. Les prémices des « guerres Moros »

Pour la raison évoquée plus haut et parce que le gouvernement encourage le déplacement de populations des régions à forte densité telles que le centre de Luzon vers Mindanao, île moins peuplée, les années 1950 voient un afflux massif de migrants dans ce qui était jusque-là considéré par les musulmans comme leur fief. Les conflits se multiplient entre les communautés chrétienne et musulmane et l'armée, très présente pour tenter d'enrayer les éventuels dérapages, est accusée par les musulmans de parti pris en faveur des chrétiens.

Les tentions n'étant pas apaisées par une action efficace du gouvernement sur ce sujet qu'il ne considère pas avec suffisamment d'attention, on assiste à une escalade de la violence. Ainsi en 1968 à Corrigedor, entre onze et une trentaine de recrues musulmanes sont exécutées par l'armée. L'armée annonce que les recrues se sont mutinées suite à un refus de paiement d'arriéré de solde alors que la version musulmane est le refus par les recrues de participer à une opération d'infiltration au Sabah<sup>4</sup>. Cette affaire ponctuelle déclenche dans un environnement très propice la création du premier mouvement indépendantiste, le Muslim Independence Movement (MIM) ainsi qu'une très nette dégradation des relations avec la Malaisie. Ce dernier pays étant le plus grand pays islamisé de la région – aujourd'hui du monde – les Moros espèrent beaucoup de son soutien. Le MIM disparaît rapidement et un second mouvement apparaît, le Moro National Liberation Front (MNLF), dirigé par un universitaire de Manille, ancien marxiste qui a ensuite reçu un entraînement militaire sur l'île de Pangkor en Malaisie :

---

<sup>3</sup> Abréviation de Hukbalahap ou Hukong Bayan Laban Sa Hapon, armée populaire antijaponaise fondée en 1942.

<sup>4</sup> Sultanat de Bornéo, incorporé à la Malaisie en 1963 mais revendiqué par les Philippines.

Nur Misuari. Dès sa création, le MNLF réclame la création d'un Etat musulman indépendant.

#### 1.3.4. Un pays en guerre civile

Le président Ferdinand Marcos, nationaliste, est élu président en 1965. Au nom de l'efficacité, il entreprend de gouverner de façon autoritaire ce qui provoque rapidement un durcissement des oppositions ; celle des communistes qui forme la « Nouvelle armée du peuple » et lance des opérations de guérilla, et celle des musulmans du sud. Marcos est réélu en 1969 dans une situation très tendue marquée par une aggravation de la violence et de la criminalité.

En septembre 1972, la loi martiale est proclamée. Des milliers d'opposants sont emprisonnés, le Sénat et la Chambre sont dissous, les libertés sont supprimées. Malgré une nouvelle constitution en 1973, qui ne sera pas appliquée, Marcos reste au pouvoir en recourant à des plébiscites et maintient la loi martiale.

Les Moros constituent toujours une violente opposition au pouvoir et le MNLF bénéficie, en plus de celui accordé par les pays musulmans voisins, du soutien de la Libye.

### 1.4. LA REBELLION MORO DEPUIS LES ANNEES 1970

#### 1.4.1. Les accords de 1976

La proclamation de la loi martiale marque véritablement le début de la rébellion armée des Moros. Ils constituent la Bangsa Moro Army (BMA) qui s'engage dans une guérilla sans merci contre l'armée Philippine. La BMA compte environ 10 000 miliciens et 30 000 sympathisants armés. Les armes utilisées par la BMA proviennent du sultanat de Sabah, mais aussi des armées philippines. Des unités du MNLF ont parfois recours à des extorsions et des enlèvements pour se procurer de l'argent et des armes. Ces pratiques ne feront que s'amplifier par la suite.

La lutte armée se révélant vaine et particulièrement meurtrière – plus de 60 000 morts entre 1972 et 1978 -, le président Marcos multiplie les mesures en faveur des musulmans dans l'espoir de favoriser une solution politique. Il crée un institut des études islamiques à l'université des Philippines, une banque islamique, élabore un code pour les musulmans qui touche au statut des personnes, aux relations familiales, à l'émission de fatwa, autorise la polygamie et le divorce.

La détermination politique du MNLF est aussi forte que l'action militaire qu'il mène avec la BMA. Il bénéficie du soutien de la Libye et de l'OCI<sup>5</sup>. Un accord est signé le 23 décembre 1976 à Tripoli. Il prévoit l'autonomie de treize provinces (devenues depuis quatorze) et de neuf villes du sud. Les espoirs sont grands et le cessez-le-feu intervient dès le 29 décembre.

Le président Marcos organise un référendum pour déterminer les provinces qui doivent être incluses dans la région autonome et permettre l'application de l'accord de Tripoli. Or les musulmans ne représentent que 29% de la population du sud et ne sont majoritaires que dans quatre provinces.

L'accord de Tripoli, même s'il constitue un précédent qui sera utile pour la suite, est donc un échec dont la double conséquence est une partition du mouvement Moro et une reprise de la lutte armée.

#### 1.4.2. La partition du mouvement Moro

Des dissensions apparaissent dès le second semestre 1977 au sein du MNFL. D'une part Nur Misuari et ses partisans, majoritaires aux Sulu et dans l'ouest de Mindanao, continuent leur lutte pour une large autonomie. D'autre part Hachim Salamat et ses partisans radicaux, qui ne se contentent pas de l'autonomie mais veulent une véritable indépendance en dépit du fait que la population de Mindanao soit en majorité chrétienne. Il crée en 1978 le Moro Islamic Liberation Front (MILF), mouvement qui met l'accent sur le prosélytisme, l'éducation musulmane et la guerre sainte (jihâd). Désavoué par l'OCI qui refuse l'idée d'une véritable indépendance pour le Bangsamoro<sup>6</sup>, Hachim Salamat cherche des appuis dans les pays musulmans les plus radicaux, et en particulier en Iran où a lieu une révolution islamique en 1979. Il accuse Nur Misuari de corruption et de sympathies communistes.

Dépassé par les radicaux, le FMLN décide de rompre la trêve instaurée par le cessez-le-feu de décembre 1976 pour éviter sa marginalisation face à un mouvement qui gagne de plus en plus la sympathie de la population musulmane. La lutte armée de la BMA contre l'armée philippine reprend, plus âpre et sanglante, en même temps que la jihâd du MILF.

---

<sup>5</sup> Organisation de la Conférence Islamique, fondée en 1971 à Djedda pour promouvoir la solidarité islamique ; elle regroupe aujourd'hui une cinquantaine d'Etats.

<sup>6</sup> Bangsa Moro : peuple Moro

Les deux mouvements poursuivent leur lutte armée en parallèle ce qui rend la situation des populations encore plus insupportable et provoque le départ de réfugiés qui fuient le sud des Philippines pour rejoindre les pays musulmans voisins, en particulier l'Indonésie et la Malaisie. On estime en 1980 le nombre de réfugiés à la suite des combats à près d'un demi-million.

#### 1.4.3. La chute de Marcos suscite de nouveaux espoirs

Alors que la situation dans le sud reste insurrectionnelle, elle s'apaise dans le reste du pays et le président lève la loi martiale peu avant la visite du pape Jean-Paul II en 1981. La constitution de 1973 entre en vigueur et Ferdinand Marcos est réélu. Cependant les critiques de l'Eglise à l'égard du régime s'amplifient tandis que l'opposition, regroupée autour de Bénigno Aquino, se renforce. Ce dernier est assassiné en 1983, puis les Etats Unis retirent leur soutien à Marcos. Les élections de 1986 marquées par des fraudes électorales sans précédent voient la victoire de Marcos face à la veuve d'Aquino, Cory. Abandonné par quelques proches et confronté à des risques de soulèvement de la population, Marcos s'enfuit bien qu'il ait conservé le soutien de l'armée et de la police. Cory Aquino prend le pouvoir à la tête d'une coalition qui doit déjouer, en 1986-1987 cinq tentatives de coup d'Etat militaire.

En septembre 1986, Nur Misuari et Cory Aquino signent une trêve. Elle a en effet bénéficié du soutien électoral du peuple Moro. Une région autonome est créée, l'ARMM<sup>7</sup>.

#### 1.4.4. Un semblant de trêve politique, mais une guérilla qui continue

Au moment de la chute de Marcos, la situation militaire des Moros est peu claire. Si le FMLN semble avoir décidé, en réponse à la création de l'ARMM, de suspendre la lutte armée, ce n'est pas le cas du MILF, qui réclame toujours l'indépendance de Mindanao et continue la jhâd

Alors que la trêve est toujours théoriquement en vigueur, des combattants de la BMA, sans que l'on sache s'ils se réclament du FMLN ou du MILF multiplient les opérations et accrochages meurtriers avec l'armée philippine. On estime leur nombre à 6000 à 7000 combattants au statut douteux.

---

<sup>7</sup> Autonomous Region in Muslim Mindanao, qui comprend quatre des treize provinces de l'accord de Tripoli, à majorité musulmane, qui ont opté pour l'autonomie lors d'un référendum en 1989.

Parallèlement à cette guérilla avec l'armée les chrétiens, majoritaires dans l'île de Mindanao, ont créé des milices armées pour défendre leurs terres et leur pouvoir, ajoutant à la confusion d'une situation déjà délicate et renforçant le caractère d'affrontement religieux proclamé notamment par le MILF.

#### 1.4.5. Une nouvelle avancée politique faite par Fidel Ramos

Successeur de Cory Aquino en 1992, Fidel Ramos fait aux Moros des concessions plus importantes grâce à une médiation de l'Indonésie. Un cessez-le-feu est signé à Djakarta le 7 novembre 1993 et des négociations avec le MNLF débutent en vue d'un accord de paix. Nur Misuari, jusque-là en exil, signe cet accord de paix le 2 septembre 1996 et est nommé gouverneur de l'ARMM et directeur du Conseil pour la paix et le développement (SPCPD<sup>8</sup>) nouvellement créé. Le MNLF abandonne la lutte armée. Des centaines de guérilleros de la BMA sont incorporés dans les rangs de l'armée philippine et de la police.

Ce succès politique tient en grande partie à l'assistance de la Malaisie, qui craint des revendications sur Sabah<sup>9</sup>, du Moyen-Orient, qui représente 80% des approvisionnements en pétrole des Philippines, et des pays occidentaux.

Cet accord, aboutissement de plus de quatre ans de négociations, représente un enjeu de première importance pour Mindanao et le sud des Philippines. Outre la fin de la lutte armée par le MNLF il représente la participation des Moros aux destinées de leur territoire. Il est aussi à l'origine de vagues de protestation violentes de la part des chrétiens, qui représentent une forte majorité de la population de Mindanao (85% des 20 millions d'habitants).

#### 1.4.6. Un espoir qui devient désillusion

En dehors d'une avancée politique de façade, rien n'a vraiment été fait pour le développement du sud des Philippines. Très vite le chômage touche plus de la moitié de la population active et la frustration reprend le dessus. En effet la crise économique qui secoue l'ensemble du sud-est asiatique ne crée pas un climat très favorable. Mais surtout les espoirs ne sont pas au rendez-vous du fait du manque d'infrastructures qui grève

---

<sup>8</sup> South Philippine Council for Peace and Development, chargé de promouvoir, suivre et coordonner les efforts pour la paix et de mettre en œuvre des initiatives de développement social et économique.

<sup>9</sup> Ancien sultanat de Bornéo rattaché à la Malaisie depuis 1963.

lourdement la valeur des promesses de développement. En outre, le climat d'insécurité qui continue à régner effraye les investisseurs potentiels.

Les accords de 1996 n'ont en fait été négociés que par le MNLF et Nur Misuari. Mais d'une part les milices de défense chrétiennes se maintiennent pour parer une situation restée potentiellement très dangereuse, d'autre part le MILF se maintient grâce à un modus vivendi négocié avec les élus locaux et provinciaux qui profitaient largement d'une situation plus que confuse. La représentativité du MNFL devient alors douteuse face à un mouvement plus radical qui continue la lutte armée de plus belle, bénéficie semble-t-il du soutien de la population et redouble les attaques contre les forces de l'ordre et les prises d'otages de civils de confession chrétienne.

Alors que le MNLF s'est résolument engagé sur la voie de la négociation et de l'apaisement avec le gouvernement de Manille, le programme politique et religieux du MILF lui a permis d'obtenir une aide étrangère en argent et en hommes. Politiquement un peu marginalisé dans la mesure où il ne fait pas partie des négociations avec le gouvernement central, ce mouvement cherche, sinon une justification supplémentaire, au moins des appuis et des sources de financement. Pour cela, sa branche militaire, estimée à 15 000 hommes, offre sa « protection » en échange d'argent aux compagnies étrangères implantées à Mindanao et dans l'archipel des Sulu. Le MILF poursuit cependant toujours son but d'origine qui est celui de recréer un espace national islamique indépendant qui ne serait plus le résultat d'un tracé arbitraire issu de la décolonisation. Ces vues politiques ne lui permettent pas de revendiquer ni même d'accepter les actions d'un groupuscule pourtant issu de ses rangs, Abu Sayaf<sup>10</sup>.

#### 1.4.7. Abu Sayaf, bras armé et extrémiste d'un mouvement séparatiste

Ce mouvement a été créé en 1989 par un membre du MILF, Abdurajak Aboubakar Janjalani, qui a étudié le droit islamique en Arabie Saoudite et a participé à la guérilla en Afghanistan. Il a été tué par la police aux Philippines en 1998. Le mouvement rassemble essentiellement de jeunes fondamentalistes formés à l'étranger. Soutenu à l'origine par l'Iran, il disposerait aujourd'hui d'un millier de combattants parmi lesquels les « Afghans » formés dans les camps talibans ou dans d'autres pays musulmans tels que le Pakistan, le Yémen, la Somalie ou le Soudan. Abu Sayaf est soupçonné d'avoir de forts liens avec la nébuleuse islamiste de Oussama Ben Laden.

---

<sup>10</sup> Abu Sayaf signifie littéralement « porteur de glaive »

Bien que le MILF récuise tout lien avec le groupe Abu Sayaf, les rebelles de ce dernier déclarent, les armes à la main, vouloir créer un Etat fédéral islamique sur le tracé d'un ancien sultanat antérieur à la colonisation espagnole, revendication fort proche de celle du MILF. Tapis essentiellement dans leur repaire de l'île de Jolo, les rebelles armés d'Abu Sayaf sont responsables de raids meurtriers contre des civils et d'enlèvements, comme celui d'occidentaux, très médiatisé, en 2000. En dépit de son objectif politique, Abu Sayaf ne dispose pas de branche politique identifiée donc d'interlocuteur identifié avec lequel le gouvernement puisse négocier. Courant 2000, pour mieux marquer son caractère islamique, le mouvement, doté d'un pseudo comité central qui reste dans la plus absolue clandestinité, change de nom pour prendre celui de Al Arakatul Islamiir.

#### 1.4.8. Les accords de juin 2001

Ne pouvant que difficilement mener de front le combat contre la branche armée du MILF et Abu Sayaf, le gouvernement de Manille décide en 2000, pendant la crise des otages de Jolo, de mener une offensive générale pour essayer d'en finir avec le MILF. Cette opération voulue par le chef de l'Etat, Joseph Estrada, ne permet pas d'éliminer le MILF mais lui fait subir des pertes considérables de sorte qu'il se trouve sur le terrain dans une situation délicate. Joseph Estrada est écarté du pouvoir pour corruption et son successeur à la présidence, Gloria Macapagal Arroyo, décrète en janvier 2001 un cessez-le-feu unilatéral dans l'espoir de conduire des négociations qui lui seraient favorables compte tenu de la faiblesse du MILF.

Les négociations ont lieu avec le MILF et non avec le MNLF, plus modéré mais jugé par le gouvernement comme moins représentatif de la population locale musulmane. Elles conduisent à la signature en Libye, en concertation avec l'OCI, d'un document qui prévoit un cessez-le-feu et un règlement politique du conflit devant faciliter le démarrage d'un développement économique à Mindanao. Des représentants de l'OCI seront chargés de missions d'observations et de surveillance de la mise en œuvre de cet accord. Les projets de développement dans les zones de conflit seront dirigés par le MILF, sauf lorsque des fonds publics seront engagés. Enfin l'armée philippine devra se retirer des zones rebelles qu'elle tient depuis l'offensive de 2000 menée par le président Joseph Estrada.

#### 1.4.9. Une trêve de courte durée

Après la signature de ces accords le 22 juin 2001, la situation sécuritaire s'est un peu améliorée. Cependant le départ des troupes philippines a permis aux camps d'entraînement du MILF de se développer même si peu d'actions ont été menées par les membres de ce groupe pendant l'été 2001.

En revanche les rebelles d'Abu Sayaf<sup>11</sup> continuent leurs actions sporadiques mais meurtrières.

#### 1.4.10. Une nouvelle donne

L'attentat du 11 septembre 2001 a de nouveau cristallisé une tension qui avait un peu baissé avec les accords de juin. La lutte contre les réseaux terroristes est désormais la première préoccupation de nombreux pays, en particulier de ceux qui entretiennent des relations assez étroites avec les Etats Unis ce qui est le cas des Philippines. Abu Sayaf et dans une moindre mesure le MILF étant soupçonnés d'avoir des liens avec Al Qaïda, la visite de Gloria Macapagal Arroyo à Washington en novembre 2001 s'est concrétisée par une aide économique pour l'archipel de plus d'un milliard de dollars et par l'envoi d'un contingent d'instructeurs des forces américaines, comptant 660 hommes, déployé en février 2002 dans le sud de l'archipel, sur l'île de Basilan. Ces deux mesures montrent bien la prise en compte du risque sécuritaire que représentent les mouvements séparatistes musulmans, mais aussi celle de l'aspect économique qui est une des origines de ces mouvements.

La lutte contre le terrorisme, et plus particulièrement contre le terrorisme musulman lié à Al Qaïda menée par les Américains est un des facteurs qui ont conduit à une radicalisation des intégristes de Mindanao. Depuis l'hiver 2002 le MILF a formé une sorte de gouvernement de l'ombre en charge de l'application stricte de la charia, mais aussi de la collecte d'un « impôt de guerre » obligatoire. De nombreuses madrassa<sup>12</sup>, construites grâce à des fonds étrangers, en particulier libyens, ont vu le jour à Mindanao et dans l'archipel des Sulu. Les défilés et manifestations anti-américains se multiplient dans les villes des provinces du sud, appelant à la jihâdet au soutien à Ben Laden.

Parallèlement, des exercices militaires conjoints sont menés début 2002 dans le sud des Philippines. Selon les dirigeants du MIFL, ils sont de nature à détériorer la

---

<sup>11</sup> Nous continuerons à nommer ce mouvement par son ancienne appellation, plus connue et plus simple.

<sup>12</sup> Ecole coranique

situation et pourraient bien conduire à l'échec des négociations de paix en cours avec le gouvernement de Manille.

Début 2003 la situation internationale très tendue et les forts risques de conflit avec l'Irak sont ressentis par les séparatistes musulmans comme une preuve supplémentaire de la volonté des américains de poursuivre une lutte contre l'ensemble des musulmans. C'est ainsi que début février 2003 un regain de tension a été observé avec une recrudescence d'actions de la part des rebelles d'Abu Sayaf et des combattants du MILF, aujourd'hui estimés à 12 500 hommes.

Mi mars 2003, le porte-parole du parti communiste philippin a annoncé que son mouvement avait planifié de s'allier avec le MILF dans la lutte contre le gouvernement. C'est l'officialisation de ce qui était déjà pressenti par les services de renseignement de Manille depuis l'attentat à la bombe sur l'aéroport de Davao fin février 2003. Cela laisse aussi supposer que les rebelles ont l'intention de délaissier la négociation au profit de l'action.

Le déclenchement du conflit en Irak a fait passer tous les autres foyers de crise au second plan, mais à l'issue du combat, quelle qu'elle soit, nous observerons sans aucun doute que la situation dans le sud des Philippines reste très explosive.

## SECONDE PARTIE : LES DIFFERENTES ANALYSES DU CONFLIT

### 2.1. L'APPROCHE POLITICO-ECONOMIQUE

#### 2.1.1. Le problème des terres

La population des Philippines, quel que soit le groupe ethnique d'appartenance, était organisée autour de la communauté de base, le barangay<sup>13</sup>, laquelle cultivait les terres en commun sous l'autorité d'un chef. A l'arrivée des Espagnols, les chefs devinrent propriétaires terriens dans la plupart des provinces de l'archipel mais pas dans le sud, réfractaire à la colonisation espagnole. Les musulmans continuèrent à cultiver une terre qui restait propriété collective de la communauté. Les réformes agraires du début du XX<sup>ème</sup> siècle ont imposé la fin de ce système y compris dans le sud et les cinq Panglima, descendants des conseillers du dernier sultan de Jolo ainsi que le chef d'une famille d'immigrants chinois sont devenus propriétaires terriens. Dès lors ont débuté des querelles de clans au sujet du partage de ces terres.

Une première vague d'immigration vers Mindanao de chrétiens du nord auxquels l'administration américaine a donné des terres a amplifié la rancœur des familles musulmanes modestes qui avaient négligé d'enregistrer les terres cultivées. Déjà spoliées d'une partie de leurs terres par les Panglima, elles l'ont été une seconde fois par ces nouveaux colons. Mais alors que les premiers étaient des frères musulmans, les seconds ne l'étaient pas d'où un sentiment de frustration plus important.

Le mouvement d'annexion des terres s'est accéléré après la seconde guerre mondiale sous l'impulsion de Ramon Magsaysay. En même temps qu'un renversement de l'équilibre démographique entre chrétiens et musulmans à Mindanao, les populations Moro et Lumad<sup>14</sup> se sont paupérisées en raison de la diminution de la surface des terres cultivables à leur disposition.

L'agriculture restant, avec la pêche, une des principales activités économiques des Moro, le problème de la terre est crucial. En conséquence le droit à leurs terres ancestrales est toujours à la base de la révolte du peuple Moro, même s'il passe en apparence au second plan parce que les annexions dont ils ont été victimes ne sont pas

---

<sup>13</sup> Littéralement : « ceux du même bateau »

<sup>14</sup> Tribus autochtones, ni chrétiennes ni musulmanes, chassées toujours plus loin dans la montagne par le développement des autres communautés.

du seul fait des étrangers à leur communauté mais aussi de grands propriétaires eux-mêmes Moros.

### 2.1.2. Les ressources agricoles et la pêche

Les terres arables à disposition des Moros ont diminué en surface, mais aussi en productivité. En effet celles annexées par les colons chrétiens mais aussi par des grandes sociétés américaines avant la dernière guerre ont été mises à profit pour implanter de grandes plantations commerciales. Celles-ci (bananes, ananas, hévéas, cocotiers, etc.) couvraient en 1993 plus de 100 000 hectares. L'emploi de doses massives d'engrais chimiques et de pesticides pour accroître la rentabilité et l'érosion des sols due à une exploitation intensive ont des conséquences désastreuses pour l'environnement. De plus la déforestation a fait des ravages. Sur les 3,92 millions d'hectares de forêts dénombrés en 1981, il n'en restait plus que 1,77 millions en 1991. Ces forêts ont été détruites sans aucun souci de leur renouvellement, soit pour installer de nouvelles plantations soit pour exploiter le bois<sup>15</sup>. Seulement 1% des travailleurs agricoles trouvant à s'employer dans l'ensemble du secteur, les paysans chassés de leurs terres par expropriation ou parce qu'elles deviennent impropres à la culture doivent le plus souvent trouver ailleurs leurs moyens de survie. Ce phénomène ne fait qu'amplifier la révolte et la détermination des paysans Moros.

L'exploitation sans contrôle de la forêt a conduit une vaste partie des collines intérieures de Mindanao à se désertifier tandis que la terre arable, poussée vers la mer par les pluies tropicales, produisait des boues asphyxiant la barrière de corail, mettant à son tour en danger le littoral et les pêcheries. Autour des îles de l'archipel des Sulu, si les ressources halieutiques sont moins touchées qu'à Mindanao, les Moros en sont en partie privés car elles sont largement exploitées par des sociétés de pêche industrielles ou semi-industrielles, souvent étrangères, auxquelles des concessions ont été accordées par le gouvernement de Manille. Enfin la ressource se raréfie aussi par certains modes de pêche des artisans locaux : la pêche en utilisant du poison – souvent du cyanure – qui a pour effet « collatéral » de tuer le corail et donc de rompre l'équilibre écologique.

Dernier élément rendant la vie des Moros encore plus pénible, un tiers du produit des récoltes et de la cueillette doit être remis aux patriarches des grandes familles, les Panglimas dont il a déjà été fait mention.

---

<sup>15</sup> Essentiellement le bois de teck, dont la demande à l'échelle mondiale s'est considérablement accrue.

Installés dans une région naturellement dotée de solides atouts en termes de ressources agricoles et de pêche, les Moros en sont privés et se trouvent dans un état de dénuement qui stigmatise leur révolte.

### 2.1.3. Les investissements et l'industrie

Les Moros ont été dès l'origine écartés des bénéfices des ressources du sous-sol de la région et de l'industrie. Ce sont en effet des sociétés multinationales, essentiellement américaines, ou des sociétés propriété des Philippins chrétiens qui exploitent le nickel, l'or, l'argent, le cuivre, le charbon et le pétrole ou qui sont présentes sur le secteur de l'agro-alimentaire.

Tous les accords de paix entre le gouvernement de Manille et les musulmans signés en 1976, 1996 et 2001 comportent un aspect économique de développement du sud. La plus importante avancée dans ce domaine est introduite par l'accord de 1996 qui place le dirigeant du MNFL et gouverneur de l'ARMM, Nur Misuari, à la tête du Conseil pour la paix et le développement de la région. Mais la participation des Moros aux destinées économiques de leur province se heurte dès le début à trois écueils de taille.

D'une part les chrétiens, implantés depuis quelques décennies à Mindanao, craignent l'appropriation de leurs terres et une politique discriminatoire dans les investissements économiques en faveur des provinces musulmanes, plus pauvres, dirigées par le MNLF. Pour protéger leurs domaines, ils n'hésitent pas à faire appel à des milices armées. Aujourd'hui 34 groupes sont dénombrés, rassemblant environ 25 000 hommes. Cela ne crée pas un terrain très favorable pour le développement de nouvelles industries.

D'autre part les efforts pour attirer les investisseurs étrangers, à travers le programme national « Philippines 2000 », dont le but est de rejoindre en quelques années le groupe des nouveaux pays industrialisés (NPI<sup>16</sup>), repose sur une économie fondée sur l'exportation et l'utilisation du faible coût de la main d'œuvre locale. Ces objectifs sont contradictoires avec ceux de la justice sociale et économique.

Enfin l'enjeu est d'attirer les capitaux des pays musulmans d'Asie du Sud-Est et des Etats du Golfe. Mais le nécessaire développement d'infrastructures inexistantes

---

<sup>16</sup> Pays du Tiers Monde qui connaissent un rythme de croissance soutenu et qui sont désormais des producteurs importants de biens manufacturés. Il s'agit aujourd'hui du Brésil, de la Corée du Sud, de

ou délabrées (routes, électricité, télécommunications, irrigation), la création de nouvelles industries ou encore l'expansion du tourisme risquent de signifier de nouveaux déplacements de populations ou une nouvelle diminution du contrôle par les paysans de leurs ressources.

En parallèle à cela, la gauche révolutionnaire et le parti communiste, actifs politiquement et parfois militairement dans neuf provinces et sept villes de Mindanao, dénoncent un conflit d'intérêt entre les classes dirigeantes musulmanes et chrétiennes pour le contrôle des ressources et de l'économie.

En conséquence le peuple Moro n'a droit au chapitre du développement économique de sa région que par le biais d'un seul mouvement jugé de plus peu représentatif. Il se sent dans ce domaine aussi exclu et exploité. Dans l'archipel des Sulu le PNB annuel par habitant est six fois inférieur à la moyenne nationale (1040\$/hab en 2002 aux Philippines), l'espérance de vie est la plus faible de tout le pays (57 ans pour une espérance nationale de 64 ans pour les hommes), le taux d'alphabétisation n'atteint que 75% alors qu'il est de 95% sur l'ensemble du pays.

#### 2.1.4. La participation au pouvoir politique

La revendication politique des Moros au moment de l'indépendance en 1946 a été rejetée. La première réelle avancée en termes de participation politique des Moros aux destinées de leur province est arrivée avec les accords de 1996. D'emblée la méfiance et l'opposition des chrétiens, qui, rappelons le, sont majoritaires dans neuf des quatorze provinces de l'ARMM, fait que Nur Misuari ne dispose que d'une très faible marge de manœuvre. De plus, il ne représente qu'une fraction du peuple Moro. Ensuite les derniers accords de paix ont été conclus entre le gouvernement de Manille et le MILF qui n'est pas le mouvement de Nur Misuari. Enfin la radicalisation début 2002 des mouvements musulmans, la présence d'Abu Sayaf et la pression mise par les Etats-Unis, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, sur le gouvernement de Manille font que la participation effective au plan politique de responsables réellement représentatifs de la population musulmane et suffisamment « politiquement acceptables » n'est pas encore de mise.

Non représentés au plan politique, y compris là où ils sont largement majoritaires, c'est à dire dans les quatre provinces de Maguindanao, Lanao del Sur, Sulu

---

Hong Kong, de Singapour et de Taiwan auxquels on peut associer la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique et la Thaïlande.

et Tawi-Tawi, et malgré les avancées qu'ils ont cru significatives en 1996 et 2001, la majorité des Moros se tournent naturellement vers le soutien ou la participation active à la dissidence et à la rébellion armée.

Dépossédée de leurs terres ancestrales, privée de l'exploitation satisfaisante du peu de ressources agricoles ou halieutiques qui lui reste, écartée du difficile développement économique de sa région et privée de représentation politique écoutée, la communauté Moro vit dans un dénuement qui la rend très vulnérable vis à vis de toute cause qui peut les rassembler et de ceux qui leur promettent une revanche.

## 2.2. L'APPROCHE ETHNO-RELIGIEUSE

### 2.2.1. Une communauté ethnolinguistique

Un trait social commun à tous les pays du Sud-Est asiatique réside dans la composition de leur tissu ethnique, formé de groupes ethnolinguistiques fort différents. Dans la plupart de ces pays un groupe domine au plan démographique et généralement au plan linguistique. Ce n'est pas le cas aux Philippines où la structure ethnique apparaît plus équilibrée puisque le groupe le plus nombreux, les Tatalog, ne représente que 30% de la population et le second, les Cebuano, 25%. Dans les provinces du sud, ce sont 13 ethnies, dont trois principales, qui sont implantées. Ce sont des ethnies qui sont relativement proches culturellement car elles ont en commun deux traits fondamentaux qui sont la langue et la religion. Elles constituent le peuple Moro, de confession musulmane. Ces deux éléments, langue et religion, leur confèrent une identité culturelle qui les différencie des autres ethnies des Philippines, sont dominées par les deux mentionnées plus haut, qui ont en commun une des langues officielles des Philippines, le Tatalog, et la religion chrétienne. En dépit des évolutions politiques qu'a connu ce pays, largement développées dans la première partie, les Moro dans leur ensemble, quelle que soit l'ethnie particulière à laquelle ils appartiennent, revendiquent une identité culturelle commune. Indépendamment de leur religion commune, leur lutte contre le pouvoir de Manille, espagnol puis américain, japonais et enfin national a renforcé la notion d'appartenance à un groupe ethnique qu'ils continuent à défendre.

Le développement économique de Mindanao s'est accompagné d'un phénomène démographique. Avant les vagues d'immigration des populations des îles du nord, les ethnies Moro étaient, avec les Lumad, majoritaires à Mindanao. D'à peine 1,5

millions d'habitants en 1903, la population de Mindanao est passée à 13 millions d'habitants en 1980 et à 20 millions en 1997, majoritairement chrétiens. Dépossédés de leurs terres et laissés en marge du développement économique, ils se sont repliés sur leur appartenance à un groupe ethnolinguistique pour chercher à préserver leur identité culturelle face à une « colonisation intérieure » pratiquée par les gouvernements centraux.

Bien entendu ce sentiment d'appartenance à un groupe ethnique particulier est renforcé par une religion commune qui est l'islam.

### 2.2.2. L'affrontement entre communautés religieuses

Depuis l'arrivée des Espagnols, le fossé n'a cessé de se creuser entre les communautés religieuses. L'établissement de l'Etat-nation philippin a, de fait, relégué les populations non chrétiennes à la périphérie du monde politique et économique. D'un côté les héritiers locaux de la couronne d'Espagne, de confession chrétienne, qui ont participé à la construction de l'Etat philippin tel qu'il est aujourd'hui, de l'autre les tribus d'irréductibles qui n'ont jamais accepté la colonisation espagnole. Dès lors les négociations entre Moros et Etat philippin ne peuvent pas ne pas être teintées de références religieuses et les mesures prises à l'encontre des Moros sont nécessairement taxées de « préjugés chrétiens contre les musulmans ». L'intrusion de pays musulmans, au premier rang desquels la Libye, et de l'OCI comme médiateurs dans les accords signés entre le gouvernement de Manille et les Moro n'a fait que renforcer la connotation religieuse des différends qui opposent les deux parties.

La très grande majorité des Philippines, 80% à 84%, se réclament de l'Eglise catholique. Le reste se répartit entre les adeptes de l'Eglise philippine indépendante, 4% à 6%, les protestants, 4%, et les musulmans qui sont entre 5% et 8%. Cependant dans le sud des Philippines les proportions sont autres les musulmans représentant 30% de la population. Dans l'archipel des Sulu, ce pourcentage de musulmans atteint 97% et il n'y a pas à cet endroit d'affrontement entre communautés religieuses. Les affrontements les plus visibles et les plus durs ont lieu sur l'île de Mindanao où la proportion de chrétiens est de 85% sur un territoire au sujet duquel les musulmans ont de fortes revendications. Là aussi le facteur religieux n'a fait qu'exacerber des tensions dont l'origine est surtout territoriale et économique.

Un phénomène de manœuvres politiques est venu renforcer la tension entre communautés. En effet les missionnaires jésuites de Mindanao ont, dès 1986, apporté

leur soutien au MNLF et œuvré pour faire en sorte que le principe de la région autonome aboutisse avec pour objectif d'améliorer le dialogue entre chrétiens et musulmans. Le MNLF se trouvant en situation précaire en raison de sa représentativité discutée, Nur Misuari a été remplacé au poste de gouverneur de l'ARMM. Les jésuites ont été accusés d'avoir orchestré ce remplacement et se sentent pour cette raison très menacés par les activistes musulmans, d'autant plus que des assassinats de religieux ne sont pas rares. On peut par exemple citer celui de Monseigneur Benjamin, évêque de Mindanao et jésuite, le 4 février 1997.

Ce qui précède semble illustrer les tentatives des différents mouvements Moros pour faire dévier les querelles politiques existant entre musulmans vers un affrontement entre musulmans et chrétiens, déjà existant mais ainsi renforcé.

### 2.2.3. La lecture du Coran

Alors que le mouvement séparatiste historique, le MNLF, a opté pour une voie plus politique, le MILF s'est radicalisé et a grâce à cela gagné en popularité au sein de la communauté Moro. Le MILF a une lecture assez littérale du Coran, qu'il entend appliquer aux institutions de l'Etat indépendant qu'ils souhaiteraient créer mais également, selon certains analystes dans le choix des modes d'actions politiques employés. Ainsi un article<sup>17</sup> constate que « davantage qu'un livre spirituel, le Coran est avant tout le meilleur guide de stratégie jamais écrit dans l'histoire de l'humanité ». De manière appliquée : « Le Coran privilégie toujours la violence et la guerre quand le rapport des forces lui est favorable. En cas de faiblesse, il est prescrit au musulman d'être affable, de se soumettre en apparence, de sourire. » D'ailleurs à peine les accords de juin 2001 signés, le porte-parole du MILF, Eid Kabalu, aurait déclaré qu'il n'était pas question pour son mouvement de renoncer à sa revendication d'indépendance, ce qui permet d'être dubitatif sur l'avenir de ces accords.

Certains<sup>18</sup> pensent que les actions du groupe Abu Sayaf ne font que rappeler dans leurs actions illicites de piraterie les razzias et les prises d'otages chrétiens qui furent des pratiques courantes de l'islam à travers les siècles, illustrant par-là que ce groupe agit bien dans la droite ligne des préceptes coraniques.

Sans aller jusqu'à des interprétations aussi tranchées, il est un fait que le livre sacré de l'islam tient une place centrale pour les membres des mouvements séparatistes

---

<sup>17</sup> Article du 9 juillet 2001 sur aipj.net, site Internet d'actualité internationale.

<sup>18</sup> Id. article ci-dessus.

musulmans des Philippines. Ainsi, pour bien illustrer sa dimension religieuse, le MILF mais aussi le groupe Abu Sayaf parlent de jihâd pour caractériser leur combat ; prônent la stricte application de la charia, autant de références au Coran qu'ils déclarent être un guide dans leur lutte.

#### 2.2.4. L'environnement régional

Les Philippines, pour des raisons historiques exposées plus haut, ont la caractéristique d'être un pays dont la majorité religieuse est différente de celle de la plupart des pays voisins de la région. Parmi eux l'Indonésie, arguant de sa position d'Etat central pour l'équilibre de la région, a joué un rôle de médiateur de premier plan dans les négociations conduites au début des années 90. L'Indonésie est aussi le pays comprenant actuellement la plus forte communauté de musulmans dans le monde : 170 millions de personnes, soit près de 20% de l'ensemble des musulmans dans le monde, presque autant que le nombre de musulmans dans l'ensemble du monde arabe. D'autres pays de la région sont à majorité musulmane : la fédération de Malaisie, le sultanat de Brunei, ou ont d'importantes communautés de musulmans : Birmanie, Thaïlande, Singapour.

Cet isolement religieux au niveau régional a certainement influencé les Moros dans leurs revendications d'autonomie ou d'indépendance. Ils comptent sur un soutien de ces voisins à majorité musulmane. Par ailleurs, de nombreux Moros se sont réfugiés dans les pays voisins, en particulier dans le nord de Bornéo (Malaisie), pour fuir les combats entre les activistes Moro et l'armée philippine, créant ainsi des liens supplémentaires avec ces pays.

Un autre fait incite les Moros à poursuivre leurs revendications : les autres mouvements séparatistes musulmans de la région. En effet dans les années 1970 et 1980, une vague réformatrice, néo-fondamentaliste, a soufflé sur toute la région et a réussi à imposer une surenchère islamique. On peut citer le PULO<sup>19</sup> en Thaïlande, assez proche des mouvements des Philippines, aux méthodes similaires mais d'ampleur bien moindre. Existents aussi des mouvements séparatistes dans des pays à majorité musulmane. Opposés à la laïcité des Etats dans lesquels ils opèrent, ils prônent un islam plus radical, l'application de la loi coranique dans un Etat séparé ou dans une région

---

<sup>19</sup> Pattani United Liberation Organisation

autonome. C'est le cas des mouvements existant à Aceh<sup>20</sup>, à Sabah, mais aussi au Timor Oriental<sup>21</sup>.

#### 2.2.5. Le soutien de la communauté musulmane

Deux types de soutien existent de la part d'Etats islamiques ou à majorité musulmane ou de la part d'organisations musulmanes. D'une part un soutien officiel, apporté pour les négociations conduites entre les mouvements séparatistes, MNLF en 1976 et 1996, MILF en 2001, et le gouvernement philippin ; d'autre part un soutien, quelque fois officiel mais plus souvent occulte, apporté aux mouvements eux-mêmes.

Pour la première catégorie, on peut rappeler les pays de la région, dont il a été fait mention au paragraphe précédent, mais il faut surtout faire mention de la Libye et de l'OCI<sup>22</sup>. Dès sa création à la fin des années 1960, le MNLF bénéficie du soutien de la Libye. Le colonel Khaddafi se trouve très isolé sur la scène internationale en raison de sa non allégeance au camp occidental, de sa collusion avec le bloc communiste et des forts soupçons de soutien à des activités terroristes qui pèsent sur lui. Il cherche donc à étendre son réseau d'influence au sein du monde arabe et musulman pour augmenter son audience et ainsi accroître son crédit politique et diplomatique. Acteur actif de la solidarité islamique, il réussit à inclure l'OCI nouvellement créée dans les premières négociations entre le MNLF et Ferdinand Marcos. Pour les négociations qui ont conduit aux accords de 1996 et 2001, la Libye joue le même rôle et celui de l'OCI se renforce. Des représentants de cette organisation sont même chargés d'observer la mise en œuvre de cet accord. On trouvera en annexe la résolution de la conférence islamique n° 2/29 sur la question des musulmans du sud des Philippines.

Ce soutien bénéficie largement aux mouvements séparatistes qui peuvent ainsi revendiquer une légitimité musulmane reconnue par l'ensemble de la communauté. D'autre part le gouvernement philippin ne peut que difficilement refuser de mener des négociations dès lors que les revendications des séparatistes dépassent le cadre strictement national grâce à la dimension religieuse introduite par la médiation de la communauté musulmane internationale.

La seconde catégorie de soutien est d'un tout autre ordre. Il s'agit d'un soutien matériel et financier. Pour mener leur révolte armée les Moros ont nécessairement

---

<sup>20</sup> Province située au Nord-Ouest de l'île de Java en Indonésie

<sup>21</sup> Séparé de l'Indonésie par une indépendance obtenue en 1999.

<sup>22</sup> Voir note 3

besoin d'argent, d'armes et d'entraînement. La pauvreté de la population locale leur impose d'avoir recours à d'autres sources de financement que « l'impôt révolutionnaire » qui, s'il existe pourtant, n'est sans doute pas suffisant. Même les activités délictueuses auxquelles ils se livrent sont vraisemblablement une source insuffisante de crédits – quand bien même elles le seraient, reste la difficulté d'obtenir des armes, même contre paiement. Le matériel de guerre utilisé par les combattants Moros vient pour une part du trafic, mais pour une autre part du soutien occulte de pays musulmans ou de réseaux musulmans. Bon nombre de combattants les plus radicaux ont été formés aux techniques de guérilla dans des camps à l'étranger. Parmi les soutiens on peut citer la Libye, l'Iran (avec lequel le MILF entretenait à l'origine des liens assez étroits), les réseaux liés à la nébuleuse terroriste de Ben Laden<sup>23</sup>, les autres mouvements séparatistes musulmans de la région, au premier rang desquels celui d'Aceh.

La communauté Moro puise son unité dans un facteur ethnique mais surtout parce qu'elle est cimentée par une religion commune, différente de celle du reste du pays avec lequel elle tente de négocier une séparation ou au moins une autonomie. Le fait religieux est donc bien une des principales origines de l'affrontement. Passé au second plan derrière des revendications d'ordre économique, l'aspect religieux du conflit est revenu en force depuis plus de trente ans du fait de l'environnement régional, du soutien de la communauté musulmane internationale et parce qu'il constitue intrinsèquement un élément fédérateur et politique puissant, surtout dans le contexte actuel.

## 2.3. LES FACTEURS AGGRAVANTS

### 2.3.1. Les exemples régionaux

Ce phénomène a déjà été développé dans un paragraphe précédent. Il convient cependant d'insister sur l'exemple constitué par l'indépendance du Timor Oriental. C'est en effet le seul mouvement de la région qui ait, à l'issue d'une lutte longue de plusieurs décennies, obtenu ce qu'il voulait. Ce fait montre aux Moros que même si le combat est long et peut sembler vain existent des raisons d'espérer.

---

<sup>23</sup> Une des épouses d'Oussama Ben Laden serait philippine et son beau-frère, Mohammad Jamal Khalifa représenterait ses intérêts aux Philippines.

En outre, le seul fait que la rébellion continue à d'autres endroits de la région malgré la répression des gouvernements les motive dans leur combat et leurs revendications.

Les exemples régionaux renforcent également la dimension religieuse de leur combat dans la mesure où la majorité des mouvements séparatistes de la région sont musulmans et suivent le même processus de radicalisation. Il y a donc une sorte de communauté séparatiste islamique à l'échelle de la région qui galvanise la volonté de chacun d'entre eux.

### 2.3.2. Des activités révolutionnaires lucratives

Depuis les accords de 1996, le MNLF a quitté la lutte armée. Ses membres qui ont refusé de rentrer dans le rang ont rejoint d'autres mouvements. Parmi eux Abu Sayaf qui présente la triple caractéristique de n'avoir participé à aucune des négociations avec le gouvernement, d'être le mouvement le plus radical d'un point de vue religieux et d'être celui qui conduit le plus d'activités non directement liées au combat séparatiste : prises d'otages, trafics d'armes, piraterie.

Ces activités très lucratives peuvent constituer à elles seules la raison d'être d'un groupe armé. En dépit de ses revendications d'ordre religieux et indépendamment de ses liens supposés – mais plus que probables – avec Al Qaïda, Abu Sayaf semble plus proche d'un groupe criminel dans la tradition des pirates du sud des Philippines, pratiquant crimes, rapt<sup>24</sup> et trafics que d'un mouvement séparatiste.

Ce groupe offre ses services à la cause Moro. On peut citer l'exemple le plus médiatisé, la prise d'otages occidentaux à Jolo en 2000, exécutée par Abu Sayaf mais vraisemblablement commanditée par d'anciens membres du MNLF installés à Sabah en Malaisie.

Abu Sayaf semble donc utiliser la bannière de l'islam radical pour justifier des activités maffieuses et pour bénéficier du soutien de réseaux – fortement soupçonnés de liens avec le terrorisme.

Une autre activité lucrative à laquelle ont vraisemblablement recours les mouvements séparatistes pour se procurer des fonds est le trafic de drogue. Manille est devenu depuis plus d'une dizaine d'années une des principales « plaques tournantes »

---

<sup>24</sup> Les rançons auraient rapporté à Abu Sayaf plus de 20 millions de dollars.

du trafic de drogue dans la région. Aucune preuve tangible ne peut être apportée mais la concomitance du regain de l'action armée des Moro et de l'augmentation du trafic fait peser de lourds soupçons.

### 2.3.3. La prolifération des armes légères

Selon la police philippine, en 1998 329 985 armes à feu se trouvaient dans le pays, aux mains d'amateurs d'armes à feu, de chefs de guerre politiques ou de bandes criminelles. A Mindanao, les particuliers possèdent des armes pour leur propre sécurité, mais aussi pour le pouvoir et le prestige et pour des raisons socio-économiques. Il est aussi dans la culture musulmane locale de disposer d'armes à feu. En outre, le bas prix des armes, la contrebande et une production locale importante sont autant de facteurs qui expliquent la prolifération.

Dans un climat sécuritaire pour le moins tendu, la présence massive d'armes à feu constitue une difficulté supplémentaire dans l'apaisement du conflit opposant Moros et gouvernement. Certes la prolifération des armes légères aux Philippines, et surtout dans les provinces du sud, n'est en aucune sorte une des origines du conflit, mais elle l'exacerbe.

### 2.3.4. Une lutte « dans l'air du temps »

Depuis quelques années les luttes des minorités opprimées par le pouvoir central de leur pays reçoivent un écho à priori favorable de la part de l'opinion publique, surtout occidentale. En dépit de la violence voire de l'atrocité des exactions commises, il reste toujours un fond de bienveillance vis à vis des revendications exprimées par ces minorités. C'est le cas des revendications des Moros qui, même si l'affaire des otages de Jolo a soulevé l'indignation, paraissent fondées compte tenu des causes avancées, en particulier la cause religieuse qui, quelle que soit son importance réelle a un impact plus lourd que les autres sur les opinions.

La lutte des Moros pour leur autonomie ou leur indépendance revêt une apparence différente dans la situation post-11 septembre. D'abord parce qu'elle bénéficie de la publicité due aux liens supposés entre le groupe Abu Sayaf – et de façon beaucoup plus hypothétique le MILF – et le réseau islamique terroriste de Ben Laden. Certes cela ruine son crédit auprès de l'opinion publique de la plupart des démocraties – mais en a-t-elle beaucoup besoin en ce moment ?- mais l'augmente considérablement dans le monde musulman et arabe. Cela est d'autant plus important que c'est auprès de

ce monde musulman que les Moros obtiennent leur soutien politique et une partie de leur soutien matériel.

A contrario le gouvernement de Manille a très vite compris le parti qu'elle pouvait tirer à assimiler les mouvements de rébellion Moro à de potentiels réseaux terroristes. C'est ainsi qu'elle a obtenu des Etats-Unis dès novembre 2001, en échange de la libre utilisation de l'aéroport de Clark Air Base et de la base navale de Subic Bay, une aide militaire en conseillers et en matériels (Hercule C-130, hélicoptères, patrouilleur, véhicules blindés, 30 000 fusils M-16) et une aide économique dont le montant atteint un milliard de dollars. L'actualité est ici récupérée pour lutter contre les mouvements séparatistes musulmans.

Le dernier phénomène d'opportunisme dans ce conflit est le récent rapprochement opéré entre les communistes philippins et les séparatistes du MILF. Leur objectif est d'unir leurs forces, estimées à 12 500 hommes pour le MILF et quelques milliers au plus pour les communistes, pour rendre plus difficile la tâche de l'armée philippines et des forces de police. Les actions menées sont revendiquées soit en commun, soit par l'un ou l'autre, indépendamment du mouvement auquel appartiennent les auteurs. Communistes et séparatistes du MILF pensent que cette union pourra mettre en difficulté le gouvernement de Manille et conduire soit à la mise en place d'un nouveau gouvernement qui prenne mieux en compte leurs revendications, auquel ils pourraient le cas échéant participer soit, à l'extrême, à un changement de régime.

Indépendamment de l'origine réelle de la lutte du peuple Moro pour son indépendance ou son autonomie, les mouvements séparatistes bénéficient ou sont victimes de phénomènes exogènes qui influent sur leurs modes d'action ou qui entretiennent le conflit du seul fait que celui-ci existe.

## TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES

### 3.1. UNE SOLUTION POLITIQUE : L'ETAT FEDERAL

Un nouveau mouvement national a pris forme aux Philippines avec la signature par vingt-deux des vingt-quatre membres du Sénat d'une résolution d'appui au fédéralisme. Cette résolution vise à modifier la constitution de 1987 de manière à convertir les quinze régions administratives actuelles en dix Etats fédéraux<sup>25</sup> régis par un district fédéral à Manille. Ce regain d'intérêt envers le fédéralisme prend sa source dans la rébellion des séparatistes musulmans de Mindanao.

La création d'un Etat fédéral aurait un double bénéfice, l'un d'ordre économique, l'autre pour le respect de l'ordre public.

D'un point de vue économique, les Etats fédérés pourraient employer leurs propres ressources selon leur propre volonté. Cela faciliterait grandement le développement économique du pays, aujourd'hui paralysé par une centralisation excessive au niveau de l'administration de Manille. Paralyse aggravée par le caractère archipelagique du pays, donc de grandes distances et des communications difficiles, et par des besoins et des ressources assez disparates entre régions. Les Etats fédérés sans ressources suffisantes seraient soutenues par un « fond de péréquation » à l'image de celui qui existe en Australie ou au Canada.

L'autre bénéfice est l'espoir de créer une paix juste et durable à Mindanao. En effet le seul moyen de mettre un terme à l'incessante révolte armée des Moros est de leur permettre d'obtenir leur propre Etat du Bangsamoro<sup>26</sup>. Cet Etat fédéré Moro est plus que l'autonomie déjà obtenue, au moins théoriquement, en 1996 et qui a largement montré ses limites mais n'est pas l'indépendance. La délimitation géographique de l'Etat fédéré Bangsamoro permettrait de mieux prendre en compte les limites des zones dans lesquelles les musulmans sont majoritaires et non se fonder sur les actuelles frontières administratives des provinces dont seulement quatre sont à majorité musulmane. Enfin le principe même du fédéralisme permettrait aux musulmans d'être représenté au Sénat et très vraisemblablement d'obtenir au moins un portefeuille au sein du cabinet fédéral.

---

<sup>25</sup> Quatre Etats à Luçon, trois aux Visayas (les îles du milieu) et trois à Mindanao (y compris l'archipel des Sulu)

En outre, le fédéralisme constitue un régime plus stable dans la mesure où les coups d'Etat, en particulier militaires, sont plus difficiles à mener jusqu'à leur terme.

Aquilino Pimentel, le sénateur philippin qui a conduit les négociations avec le MNLF de 1993 à 1996 et avec le MILF en 2001 pense que les responsables Moros sont favorables à l'instauration d'une structure fédérale aux Philippines. Il déclare en faisant référence à ces négociations<sup>27</sup> « Il me semble qu'on ne propose aucune formule stratégique aux Moros de Mindanao pour mettre fin à leur sécession. [...] Au cours de mes conversations avec Nur Misuari, Salamat Hashim, Haji Murad, les autres hommes politiques musulmans, ainsi que leurs propres chefs traditionnels et les universitaires à travers le pays, j'ai acquis la certitude qu'ils croient que la seule solution viable est celle que je propose, c'est à dire, l'instauration d'une structure fédérale aux Philippines, qui permettrait aux Moros d'obtenir leur propre Etat fédéré du Bangsamoro. »

Aujourd'hui les promoteurs du fédéralisme se heurtent à une grande résistance de la population envers tout remaniement de la constitution tout autant qu'à l'inertie propre du système actuel fortement centralisé qui perdure depuis plus de cinquante ans, renforcé par une présidence puissante.

L'avènement d'une crise permettrait peut-être de surmonter ces obstacles. Cependant la volonté fédéraliste existait déjà lors de la crise politique qui a provoqué le départ de Joseph Estrada, mais le système n'a pas bougé. Il faut espérer que la foi dans le fédéralisme reste intacte parmi les hommes politiques et les intellectuels de ce pays jusqu'à ce que l'opinion publique soit suffisamment acquise à cette cause pour qu'elle devienne réalité. C'est sans doute la voie la plus satisfaisante pour le pays et la plus sûre pour mettre un terme à la rébellion Moro, même si ce n'est pas la plus rapide.

## 3.2. UN CONFLIT ENDEMIQUE A L'ISSUE INCERTAINE

### 3.2.1. L'autonomie ou l'indépendance du Sud

A la suite des difficiles et longues négociations menées entre le gouvernement de Manille et le MNLF de Nur Misuari de 1993 à 1996, les accords de paix de 1996 consacrent la création d'une région autonome musulmane regroupant quatre provinces du sud à majorité musulmane. Cela devait apaiser les tensions, les revendications du peuple Moro étant satisfaites. Il n'en a rien été pour deux raisons. D'une part parce que

---

<sup>26</sup> voir note 4 supra.

<sup>27</sup> Conférence Internationale sur le fédéralisme, tenue à Ottawa en mai 2002.

les mesures en faveur du développement économique de l'ARMM, indispensable à la viabilité de la région autonome n'ont pas été suivies d'effet. D'autre part en raison de la radicalisation d'une partie du peuple Moro qui, entraîné par le MILF et Abu Sayaf, a volontairement fait échouer la nouvelle région par des actions de guérilla entraînant de vives réactions de la part des forces armées et par une opposition politique aux responsables musulmans de la région. Sans perspective politique et sans unité politique la jeune région n'était pas viable dès sa naissance.

La voie d'apaisement du conflit que constitue l'autonomie, même si elle était reprise à nouveau, ne semble pas avoir les qualités requises pour aboutir. Tant que le système en place à Manille reste centralisé comme il l'est aujourd'hui le développement économique d'une région autonome dans le Sud sera vain. De plus pour qu'une région autonome fonctionne, il est indispensable que tous les acteurs politiques aillent dans le même sens. Sur ce sujet la situation qui a conduit à l'échec de la tentative de 1996 s'est encore dégradée du fait d'une radicalisation islamique avivée par la situation internationale post 11 septembre et attisée par attisée par une forte vague d'anti-américanisme.

La seconde voie que pourrait constituer l'indépendance des provinces à majorité musulmane, à l'image de celle du Timor Oriental semble ne pas être viable pour quatre principales raisons.

Economiquement, un Etat Bangsamoro indépendant n'est pas viable. Les infrastructures sont quasi inexistantes, les ressources sont trop faibles (pêche, agriculture vivrière qui n'atteint pas l'autosuffisance, ressources du sous-sol en trop faible quantité – un peu de fer et de houille dans l'ouest de Mindanao, industrie peu développée). Le soutien économique de la part de Manille est peu probable.

Les pays de la région, en particulier la Malaisie et l'Indonésie ne seraient sans doute pas très favorables à l'indépendance du fait des réfugiés Moros déjà présents en nombre chez eux, du risque de déstabilisation de la région et parce qu'ils se trouveraient dans une position délicate pour poursuivre leur lutte contre les vellétés sécessionnistes d'Aceh ou de Sabah.

La stabilité politique d'un Etat Bangsamoro est une gageure compte tenu des rivalités entre le MNLF et le MILF et de la présence du groupe Abu Sayaf, plus pirate ou terroriste que politique.

Un tel Etat, dans lequel les activités maffieuses, de piraterie ou de contrebande se développeraient inmanquablement très vite et dont les liens avec le terrorisme musulman seraient mis en exergue serait placé du côté de « l'axe du mal » et combattu comme tel par les Etats Unis, ce qui augure mal de son avenir.

### 3.2.2. Le statut quo qui dure

Bien qu'ayant pris plus de vigueur depuis une trentaine d'années, le conflit entre le peuple Moro et le pouvoir de Manille existe depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle. Espagnols, Américains, Japonais et Philippins n'ont pas réussi à trouver une solution pour résoudre cette révolte aux origines multiples. C'est sans doute une des constantes de l'histoire des Philippines, dont le caractère insulaire nourrit les vellétés séparatistes d'une de ses communautés.

La situation internationale favorise aussi nettement l'état d'insurrection dans lequel se trouve le Sud des Philippines depuis plus de trente ans. Le fort essor du radicalisme islamique est allé de pair avec celui des activités illicites, pirates ou terroriste. Si ces deux phénomènes peuvent se développer en un temps record, leur disparition naturelle est beaucoup plus lente. A moins qu'une rupture n'intervienne – opération militaire d'envergure avec ou sans assistance étrangère, partition du Sud ou encore avènement du fédéralisme – le retour à la normalité dans le Sud prendra nécessairement de longue années. De plus l'environnement régional, c'est à dire l'existence de foyers de tension d'un genre similaire, n'incite pas à l'optimisme.

## CONCLUSION

Les mouvements séparatistes d'Asie du Sud-Est sont dans l'impasse. Manque de sensibilité des gouvernements à l'égard des préoccupations locales, régions négligées, répression militaire et force de l'islam sont autant de facteurs qui font que la rébellion Moro aux Philippines, celle du PULO en Thaïlande ou la guérilla à Aceh en Indonésie sont toujours vivaces. Des risques supplémentaires sont apparus ces dernières années. La radicalisation du mouvement à Aceh pourrait créer une « onde de choc dans toute la région. Le prolongement du conflit en Afghanistan et en Irak amène un renforcement de l'anti-américanisme et alimente la poussée de l'islam radical. Enfin aux Philippines, la forte imbrication entre revendications islamique et activités illicites complique la situation.

L'un des membres du comité central du groupe Abu Sayaf présente son projet politique ainsi : « Créer un Etat fédéral islamique comprenant Jolo, Tawi-Tawi, Basilan, Mindanao et Palawan, un pays où nous pourrions vivre en accord avec nos aspirations et non plus sous la tutelle d'un gouvernement qui refuse notre droit à la différence » ; il explique aussi que le kidnapping est « un moyen parmi d'autres d'accomplir notre révolution ». Le projet politique est ambitieux pour ne pas dire irréaliste – il revendique que 40% de la superficie des Philippines soient confiés aux musulmans, qui ne représentent que moins de 10% de la population - et les moyens de la lutte sont d'une violence qui les écarte de fait de toute négociation politique.

Certes le groupe Abu Sayaf n'est pas le plus représentatif du mouvement Moro, mais il illustre bien la situation de non-droit régnant dans le sud des Philippines. Même le MILF, avec lequel un accord avait été conclu en 2001 a retrouvé la dissidence armée et la radicalisation islamique.

Poussé par l'échec de toutes les négociations et des accords conclus avec le gouvernement de Manille depuis presque trente ans et atteint par la contagion d'un l'islam radical qui se développe dans l'ensemble du monde musulman, le peuple Moro se rassemble sous la bannière de la religion pour poursuivre sa révolte contre le pouvoir central de Manille. Cela ne doit pas faire perdre de vue que le fait religieux n'est dans ce conflit qu'un des facteurs. C'est celui envers lequel la raison a le moins de prise, mais c'est aussi celui qui peut être contourné si les autres aspects trouvent une solution. En effet si les provinces à majorité musulmane se développent économiquement, que la

question de la propriété des terres des paysans Moro est résolue et que les musulmans participent réellement à l'administration de leur région, l'essentiel sera fait et la question religieuse devrait se résoudre d'elle-même.

La transformation des Philippines en un Etat fédéral comprenant un Etat Bangsamoro permettrait cela. Malheureusement les conditions pour y parvenir ne sont pas réunies et la situation intérieure – rivalités entre factions Moros, absence de développement économique, répression militaire, activités maffieuses, etc. – comme internationale – poussée radicale généralisée dans le monde musulman, mouvements similaires dans la région, position des Etats Unis – n'incitent pas à l'optimisme quant à un apaisement du sud des Philippines à échéance de cinq ou dix ans.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

- BONIFACE Pascal (dir), L'année stratégique 2003, Paris, IRIS, 2002.
- BOTIVEAU Bernard et CESARI Jocelyne, Géopolitique des islams, Paris, Economica, 1997.
- CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire
- DUBY Georges (dir), Atlas historique mondial, Paris, Larousse, 2000.
- FEILLARD Andrée (dir), Islam en Asie, du Caucase à la Chine, Paris, La Documentation Française, 2001.
- LOYRE de HAUTECLOQUE Ghislaine, A la recherche philippin, la communauté Maranao, Paris, L'Harmattan, 1989.
- SELIER Jean, Atlas des peuples d'Asie méridionale et orientale, Paris, Editions de la découverte, 2001.
- SOURDEL Janine et Dominique, Dictionnaire historique de l'islam, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

### ARTICLES

- Le Monde Diplomatique, avril 1997, La paix reste fragile à Mindanao, Catherine GAUDARD.
- Le Monde Diplomatique, juillet 2000, Islam contestataire aux Philippines, Solomon KANE et Laurent PASSICOUSSET.
- Newsweek, 24 mars 2003, Manilla's twin nightmare, Erin PRELYPCHAN.
- Pacific Forum, Center for Strategic and International Studies, janvier-mars 2002, The war on terrorism : collaboration and hesitation, Sheldon W. SIMON.
- Pacific Forum, Center for Strategic and International Studies, octobre-décembre 2001, Mixed reactions in Southeast Asia to the US war on terrorism, Sheldon W. SIMON.

## ANNEXE 1

### LES PHILIPPINES

Source : L'année stratégique 2003 – IRIS 2002

#### Données générales

Superficie : 300 000 Km<sup>2</sup>

Nature du régime : République à régime parlementaire comprenant 15 régions

Chef d'Etat : Gloria Macapagal Arroyo

Capitale : Manille

Langues principales : Tatalog, Anglais

Religions : Catholicisme, islam dans le sud de l'archipel

Monnaie : Peso

Membre d'organisations internationales : ONU, ANSEA, APEC

#### Données démographiques

Population : 82 842 000 ha

Densité : 257 ha/ Km<sup>2</sup>

Population urbaine : 58%

Part des moins de 15 ans : 15%

Taux de natalité : 29‰

Taux de mortalité : 6‰, infantile : 31‰

Indice de fécondité : 3,5

Espérance de vie : femmes 70ans ; hommes 64 ans

Alphabétisation : 95,1%

#### Economie et commerce

PIB : 74 733 M\$ (0,237% du PIB mondial)

PNB par habitant : 1 040 \$/ha

Croissance : 1990-2000 : 3,3% ; 2001 : 2,5%

Taux d'inflation : 5,8%

Taux de chômage : 10,1%

Principaux fournisseurs : Asie 62,3% ; USA : 20,3% ; UE : 8,9%

Principaux clients : Asie 46,4% ; USA : 29,6% ; UE : 19,1%

Agriculture (rang mondial) : coprah (1), ananas (3), bananes (4), hévéa (6), buffles (8)

Industrie (rang mondial) : nickel (7), électricité, cuivre, ciment.

## ANNEXE 2

### GEOGRAPHIE PHYSIQUE DES PHILIPPINES



# ANNEXE 3

## SITUATION DES RESSOURCES



## ANNEXE 4

### RESOLUTION N° 2/29-MM SUR LA QUESTION DES MUSULMANS DU SUD DES PHILIPPINES

La vingt neuvième session de la Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères, (Session de la solidarité et du dialogue), tenue du 14 au 16 Rabiul al-Thani 1423 Hégire (25 – 27 juin 2002) à Khartoum, république du Soudan ;

Prenant en considération les résolutions de l'Organisation de la Conférence islamique et les recommandations du Comité ministériel des huit sur la question des musulmans du Sud des Philippines ;

Rappelant l'Accord de Tripoli signé le 23 décembre 1976 sous l'égide de l'OCI entre le gouvernement des Philippines et le Front National de Libération Moro (FNLF) et que les deux signataires ont convenu de considérer comme base d'une solution politique durable, juste et globale au problème des musulmans du Sud des Philippines dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de la République des Philippines ;

Saluant le rôle joué par le Gouvernement de la République d'Indonésie pour faciliter le processus de paix couronné le 2 septembre 1996 par la signature de l'accord de paix final et se félicitant des efforts déployés dans ce sens par le comité ministériel des huit ;

Rappelant également qu'aux termes des deux protocoles d'entente par lesquels le gouvernement de la République des Philippines et le Front National de Libération Moro ont conclu les deux bases des pourparlers préliminaires tenues respectivement à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne), les 3 et 4 octobre 1992 et à Cipanas (Java occidentale – République d'Indonésie) du 14 au 16 avril 1993 où les deux parties ont convenu d'engager des négociations officielles de paix en vue de la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Tripoli de 1976 dans l'esprit et dans la lettre ;

Se félicitant du travail effectué par l'équipe de supervision de l'OCI sous la conduite d'officiers indonésiens de 1994 au 2 avril 2002, pour superviser le cessez-le-feu au cours des négociations de paix et pour la mise en œuvre de la première phase de l'accord de paix de 1996 ;

Rappelant les résultats des quatre phases de pourparlers officiels de paix qui se sont déroulés à Djakarta, Indonésie, y compris les mécanismes subsidiaires entre le Gouvernement philippin et le Front National de Libération Moro et ce, grâce à des facilitations par le comité des huit de l'OCI ;

Se félicitant de ce que les participants à la 4<sup>ème</sup> phase des négociations officielles de paix aient réaffirmé tous les points d'accord consignés dans « les accords transitoires des années 1994, 1995 et 1996 » et aient accepté de les intégrer dans « l'accord final » prévu dans l'accord de Tripoli de 1976 ;

Rappelant le rapport de la réunion du comité ministériel des huit tenue en marge de la 9<sup>ème</sup> session de la conférence islamique au sommet à Doha le 10 novembre 2000 et consacrée à l'audition du rapport de la mission d'enquête issue du comité des sept sur la visite qu'elle avait effectuée au Sud des Philippines du 16 au 21 octobre 2000 ;

Reconnaissant les importants développements enregistrés dans la mise en œuvre de l'accord de paix de 1996 entre le Gouvernement de la République des Philippines et le Front National de Libération Moro et qui se reflètent dans les résultats du référendum organisé le 14 août 2002 et dans l'élection du docteur Parouk Hussin comme nouveau gouverneur de la région autonome musulmane de Mindanao à l'issue des élections organisées le 26 novembre 2001, conformément aux dispositions dudit accord et aux lois nationales de la République des Philippines ;

Rappelant les conclusions de la réunion consultative du comité ministériel des huit tenue le 10 décembre 2001 à Doha, Qatar, en marge de la session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères qui a abouti à un certain nombre de résultats dont la reconnaissance des développements importants qu'a connus l'accord de paix de 1996 notamment les résultats du référendum du 14 août 2001 et des élections du 21 novembre 2001 ; Rappelant en plus que le comité a chargé son président, le Ministre des Affaires étrangères de Malaisie d'entreprendre des consultations avec le gouvernement des Philippines sur la résolution adoptée par le comité ministériel des huit au cours de la réunion susmentionnée ;

Rappelant en outre les consultations entreprises par le Président du comité des huit et le Ministre des Affaires étrangères de Malaisie avec le Gouvernement des Philippines les 20 et 21 décembre 2001 à Manille où ils ont rencontré le Front National de Libération Moro et les chefs de missions diplomatiques des Etats membres du comité et au cours desquelles le Président a fait état du point de vue du comité tel qu'exprimé lors de la réunion consultative du comité ministériel des huit tenue le 10 décembre 2001 à Doha, Qatar, en marge de la 10<sup>ème</sup> session extraordinaire de la Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères ;

Rappelant également les observations faites par le Président du Comité des Huit, à la suite de la consultation tenue à Manille, tel que mentionné dans sa lettre n°15/PO/2002/28/01 en date du 4 janvier 2002, qui, entre autres, déclare que tout en ayant à l'esprit les résolutions de l'OCI sur la situation aux Philippines du Sud, il est impératif que l'OCI adopte une approche prospective concernant l'application de l'accord de paix de 1996 fondée sur la situation actuelle sur le terrain.

Ayant pris note du rapport du Secrétaire général sur la question des musulmans du Sud des Philippines (ICFM/29-2002/MM/D.2).

1. REITERE SON APPUI à « l'accord de paix » entre le Gouvernement de la République des Philippines et le Front National de Libération Moro, paraphé le 30 août 1996 à Djakarta et signé officiellement le 2 septembre 1996 à Manille.
2. INVITE le Gouvernement de la République des Philippines et le Front National de Libération Moro (FNLM) à préserver les acquis obtenus à la suite de la signature de l'accord de paix.

3. REND HOMMAGE au Front National de Libération Moro l'unique représentant légitime des musulmans du Sud des Philippines (peuple de Bangsamoro). SALUE les actions menées par le Front pour faciliter le travail du Comité des Huit et ses pourparlers avec le Gouvernement des Philippines.
4. SE FELICITE du rôle joué par la Grande Jamahiryia Arabe Libyenne Populaire et Socialiste sous la conduite sage de Son Excellence le Colonel Moammar GUEDDAFI, dans la conclusion de l'Accord de Tripoli de 1976 et pour avoir accueilli les 3 et 4 octobre 1002 à Tripoli les premiers pourparlers préliminaires.
5. SE FELICITE également du rôle joué par le Gouvernement de la République d'Indonésie pour faciliter le processus de paix couronné par la signature de l'accord de paix final du 2 septembre 1996 et des efforts déployés à ce propos par le Comité Ministériel des Huit.
6. CHARGE le comité ministériel des huit et le Secrétaire général de poursuivre les contacts nécessaires avec le Gouvernement de la République des Philippines et le Front National de Libération Moro en vue de la mise en œuvre intégrale de l'accord de paix et de l'élaboration d'un calendrier de mise en œuvre de toutes les clauses de l'accord de paix de 1996.
7. SALUE les efforts déployés par le président du comité ministériel des huit avec le Ministre des Affaires étrangères de Malaisie en informant les représentants du Front National de Libération Moro et le Gouvernement des Philippines des conclusions de la réunion tenue à Doha, y compris la réaffirmation de la position de l'OCI selon laquelle la présidence du Front National de Libération Moro est un problème interne et que son règlement revient au Front uniquement.
8. EXHORTE les Etats membres, les organes subsidiaires et les institutions spécialisées et affiliées de l'OCI, dont la Banque islamique de Développement (BID), à accroître leur assistance économique, financière, technique et matérielle pour le développement et la réhabilitation du Sud des Philippines à travers la Région autonome des musulmans de Mindanao (ARMM) et le Conseil du Sud des Philippines pour la paix et le développement (SPCPD) sous l'égide du Front National de Libération Moro.
9. DECIDE de maintenir le statut d'observateur du Front National de Libération Moro à l'OCI et sa participation aux activités de l'Organisation en tant que représentant unique et légitime du peuple Bangsamoro du Sud des Philippines et ce, afin d'améliorer sa situation conformément aux dispositions de l'accord de paix.
10. PREND NOTE des développements significatifs enregistrés dans la mise en œuvre de l'accord de paix de 1996 y compris l'organisation d'un référendum dans la région autonome musulmane de Mindanao et l'élection du Docteur Parouk Hussin comme nouveau Gouverneur de cette région autonome. « SOULIGNE la nécessité, pour le Gouvernement des Philippines de parachever les autres mesures relatives à l'établissement de la région autonomes notamment la poursuite des efforts visant à intégrer les éléments du Front National dans les forces de la police nationale et de l'armée ».

11. SALUE les efforts déployés par la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Socialiste et Populaire et la Malaisie pour instaurer la paix au Sud des Philippines et qui ont été couronnés par la signature de l'accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement des Philippines et le Front Islamique de Libération Moro (FILM), au cours de la réunion tenue le 22 juin 2001 à Tripoli.
12. SALUE EGALEMENT les efforts du Gouvernement de la Malaisie pour promouvoir la solidarité au sein du peuple Bangsa Moro et offrir ses bons offices en vue de la signature de l'accord pour l'unité entre le FNLM et le FILM lors de la réunion tenue à Cyberjaya, Malaisie, le 7 août 2001.
13. EXHORTE les Etats membres, les organes subsidiaires, les institutions spécialisées et affiliées et toutes les organisations caritatives islamiques dans les Etats membres à apporter leurs assistances médicale, humanitaire, économique, financière et technique pour le développement et la réhabilitation du Sud des Philippines.
14. DEMANDE à toutes les organisations islamiques et aux autres organisations caritatives dans les Etats membres de l'OCI à continuer à apporter leurs assistances économique, humanitaire et autres à travers les mécanismes appropriés en vue de venir en aide aux personnes déportées dans les zones affectées par le conflit dans la région de Mindanao.
15. DEMANDE au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de cette résolution et d'en faire rapport à la 30eme session de la Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. APERCU HISTORIQUE ET SITUATION	3
1.1. Jusqu'à la fin de la période espagnole	3
1.1.1. L'expansion musulmane	3
1.1.2. La conquête espagnole	3
1.1.3. Le sud en dissidence	4
1.1.4. Le Nord espagnol	5
1.2. De la période américaine à l'indépendance	6
1.2.1. La tutelle américaine sur les Philippines	6
1.2.2. Le sud administré séparément	7
1.2.3. L'occupation japonaise	7
1.3. Une période de stabilité jusqu'au gouvernement Marcos	8
1.3.1. La constitution du nouvel Etat philippin	8
1.3.2. La lutte contre le pouvoir en place	9
1.3.3. Les prémices des « guerres Moros »	9
1.3.4. Un pays en guerre civile	10
1.4. La rébellion Moro depuis les années 1970	10
1.4.1. Les accords de 1976	10
1.4.2. La partition du mouvement Moro	11
1.4.3. La chute de Marcos suscite de nouveaux espoirs.	12
1.4.4. Un semblant de trêve politique, mais une guérilla qui continue	12
1.4.5. Une nouvelle avancée politique faite par Fidel Ramos	13
1.4.6. Un espoir qui devient désillusion	13
1.4.7. Abu Sayaf, bras armé et extrémiste d'un mouvement séparatiste	14
1.4.8. Les accords de juin 2001	15
1.4.9. Une trêve de courte durée	16
1.4.10. Une nouvelle donne	16

2. LES DIFFERENTES ANALYSES DU CONFLIT	18
2.1. L'approche politico-économique	18
2.1.1. Le problème des terres	18
2.1.2. Les ressources agricoles et la pêche	19
2.1.3. Les investissements et l'industrie	20
2.1.4. La participation au pouvoir politique	21
2.2. L'approche ethno-religieuse	22
2.2.1. Une communauté ethnolinguistique	22
2.2.2. L'affrontement entre communautés religieuses	23
2.2.3. La lecture du Coran	24
2.2.4. L'environnement régional	25
2.2.5. Le soutien de la communauté musulmane	26
2.3. Les facteurs aggravants	27
2.3.1. Les exemples régionaux	27
2.3.2. Des activités révolutionnaires lucratives	28
2.3.3. La prolifération des armes légères	29
2.3.4. Une lutte « dans l'air du temps »	29
3. PERSPECTIVES	31
3.1. Une solution politique : l'Etat fédéral	31
3.2. Un conflit endémique à l'issue incertaine	32
3.2.1. L'autonomie ou l'indépendance du Sud	32
3.2.2. Le statut quo qui dure	34
CONCLUSION	35
BIBLIOGRAPHIE	37
ANNEXES	
Annexe 1 : Les Philippines - Données	38
Annexe 2 : Géographie physique des Philippines	39
Annexe 3 : Situation des ressources	40
Annexe 4 : Résolution de l'OCI n° 2/29-MM sur la question des musulmans au Sud des Philippines	41